

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Coronavirus en France : fermeture des écoles aux universités dès lundi



Photo: DR

Face à la gravité de la propagation du coronavirus en France, les autorités françaises ont décidé de prendre des mesures fortes. C'est le président français Emmanuel Macron, lui-même, à travers un discours à la nation, qui a annoncé hier soir que les crèches et le système scolaire, de la maternelle aux universités, seront fermés dès lundi et jusqu'à nouvel ordre pour enrayer la propagation du coronavirus, et il a demandé aux personnes de plus de 70 ans de rester chez elles. Il a également annoncé dans une allocution solennelle aux Français que le premier tour des élections municipales, prévu dimanche, était maintenu.

J.O (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Bissau : Umaro Sissoco Embaló en tournée pour convaincre

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Pour marquer son emprise sur son pays après une investiture fortement boudée par beaucoup, Umaro Sissoco Embaló effectue depuis mardi une tournée dans certains pays de la Cédéao, notamment le Sénégal, le Niger et le Nigeria. Il s'agit pour le président auto-proclamé d'asseoir sa légitimité malgré la contestation persistante autour du résultat de la présidentielle dans ce pays à l'histoire tumultueuse.

M. Embaló est arrivé hier à Niamey pour une visite destinée à "raffermir les liens de fraternité et de coopération entre le Niger et la Guinée-Bissau", indique-t-il. Il devait s'entretenir avec le chef de l'Etat nigérien Mahamadou Issoufou, président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao, 15 Etats), médiatrice historique dans les crises qui secouent l'ancienne colonie portugaise. M. Embaló a commencé son voyage mardi par Dakar, où il a été reçu avec les honneurs par le président sénégalais Macky Sall, un allié de longue date. Il achèvera sa tournée jeudi et vendredi au Nigeria, où se trouve le siège de la Cédéao. Issu de l'opposition, M. Embaló, ex-Premier ministre, a



Photo: AFP/L'Union

Umaro Sissoco Embaló tente une légitimation de son pouvoir.

été déclaré vainqueur du second tour de la présidentielle du 29 décembre à plusieurs reprises par la Commission nationale des élections (CNE) face à Domingos Simoes Pereira, candidat PAIGC, qui domine l'Assemblée nationale.

Plus de deux mois après, l'issue du scrutin reste sujette à controverse et la communauté internationale, à commencer par les pays africains, se divise sur le parti à prendre. M. Embaló

s'est fait investir président le 27 février, s'est installé au Palais présidentiel et a nommé un gouvernement, dirigé par son allié Nuno Gomes Nabiam. Il n'a pas attendu que la Cour suprême se prononce sur les recours introduits par Domingos Simoes Pereira, qui dénonce des fraudes et demande un recomptage des bulletins.

Le PAIGC, qui domine la vie politique depuis l'indépendance en 1974, a investi un président

intérimaire, le président de l'Assemblée nationale Cipriano Casama, mais celui-ci a renoncé, disant craindre pour sa sécurité. La Cédéao avait félicité M. Embaló dès janvier. Mais, devant l'enlèvement et le risque d'une intervention de l'armée, l'organisation ouest-africaine s'était décidée à envoyer cette semaine à Bissau des experts juristes pour tenter de rapprocher les points de vue de la CNE et de la Cour suprême.

Bissau dans l'impasse

J.O (sources : AFP)
Libreville/Gabon

La Cédéao a annulé une mission de bons offices prévue cette semaine en Guinée-Bissau pour tenter de trouver une issue à la querelle post-présidentielle en cours depuis plus de deux mois, a-t-on appris lundi auprès de l'organisation ouest-africaine.

Deux experts constitutionnalistes du Bénin et du Mali et un spécialiste burkinabè des questions électorales, Robert Dossou, Camara Amady Tamba et Barthélémy Kéré, devaient

séjourner de lundi à vendredi dans cette ancienne colonie portugaise chroniquement instable.

Ils devaient tenter de rapprocher les points de vue entre la Commission nationale des élections (CNE), qui a proclamé Umaro Sissoco Embaló vainqueur du second tour du 29 décembre, et la Cour suprême, qui n'a toujours pas tranché les recours du candidat du parti au pouvoir, Domingos Simoes Pereira.

Issu de l'opposition, M. Embaló, qui s'est fait investir président le 27 février, a limogé le Premier

ministre Aristides Gomes, du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap Vert (PAIGC) dirigé par M. Pereira. Toutefois, M. Gomes reste reconnu par la communauté internationale, qui exhorte les responsables des deux camps à chercher "une résolution pacifique de la crise", selon les termes du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le gouvernement qui soutient M. Embaló a écrit dimanche à la Cédéao pour protester contre la volonté de ses envoyés spéciaux de rencontrer M. Gomes en sa qualité de Premier ministre. Il



Photo: AFP

Les chefs d'Etat de la Cédéao pris dans la tourmente bissau-guinéenne

s'est dit "profondément indigné" par une "ingérence ignoble et désespérée" du représentant de la Cédéao à Bissau, Blaise

Diplo-Djomand. Tout en menaçant de mettre fin au mandat de la force militaire Ecomib, déployée à Bissau.